

Randonnée dans un espace de concordances et de nuances

Tomás Ibáñez

AVEC CERTAINES PERSONNES C'EST PRESQUE SANS PAROLES, OU ALORS avec très peu, que l'on sait, de façon immédiate et certaine, qu'il y a accord sur l'essentiel. J'espère ne pas froisser sa modestie en disant qu'André Bernard est pour moi une de ces personnes, et que son avis est de ceux que j'apprécie fortement. Je me réjouis donc de l'occasion que m'offre sa réflexion pour avancer dans une conversation qui est demeurée implicite dans sa plus grande partie.

Bien sûr, je ne peux qu'être d'accord avec André lorsqu'il signale qu'un anarchisme non dogmatique est *un pur pléonasme*, mais je persiste à croire que ce pléonasme a des effets bénéfiques car, comme je l'ai écrit, il met en garde contre cet *oxymoron* qu'il évoque immédiatement sous forme d'un irrecevable « *anarchisme dogmatique* ». Mise en garde d'autant plus utile que le dogmatisme est, d'après moi, bien plus fréquent dans nos milieux que ne semble le penser André et qu'il émerge dans toute sa splendeur dès que se manifestent des tensions entre courants, comme nous l'avons vu récemment en France, ou comme c'était le cas en Espagne en 1977 lorsque, comme le rappelle André, nous fûmes quelques-uns à ressentir vivement le besoin de regrouper « *les anarchistes non dogmatiques* ».

Tout à fait d'accord également avec plusieurs des « *points aveugles* » qu'il relève dans ma réflexion. Par exemple, le manque d'intérêt envers certains penseurs tels que Henry David Thoreau, ou Étienne de la Boétie, que je passe complètement sous silence, ou tels que Gustav Landauer que je cite à peine alors que je le rejoins sur bien des points. À n'en pas douter, André a également raison de dire

que *réinventer l'anarchisme* passe aussi par se replonger dans notre histoire, ne pas l'avoir fait est à mes propres yeux une de mes lacunes les plus appauvrissantes. Ces « *points aveugles* » m'amènent, comme il le remarque, à faire l'impasse sur certains sujets, tels que celui de « *la désobéissance civile* », mais surtout sur celui de « *la non-violence* ». Thème essentiel sur lequel je vais revenir non sans avoir fait un détour préalable par quelques autres questions mentionnées par André.

Par exemple, il est certain, comme il le dit, qu'il y a toujours eu de l'anarchisme hors du mouvement officiel, mais je ne suis pas certain que mon insistance sur l'ampleur du développement de l'anarchisme *extra-muros* après 1968 puisse contribuer à occulter ce fait historique. En disant qu'au cours des dernières décennies un certain nombre de contenus et de pratiques anarchistes ont très largement *essaimé hors du mouvement*, c'est à une *nouvelle composition* de l'aire d'influence anarchiste que je me réfère, mais aussi à une *nouvelle composition* des mouvements sociaux « *à teneur libertaire* ». Cet anarchisme *extra-muros* n'est pas tout à fait de même nature que l'anarchisme que l'on pouvait traditionnellement rencontrer hors du mouvement.

Une autre question a trait au fait que la création de lieux de vie et de manières d'être radicalement autres que celles dictées par les normes du système est loin d'avoir été une pratique rare dans l'histoire du mouvement libertaire. André a raison de dire qu'en ce domaine il n'y a donc *rien de nouveau* sous le soleil libertaire. Mais je nuancerais ce « rien de nouveau » par la nouveauté que représente l'ampleur du phénomène. En effet la *prolifération* d'espaces « *soustrait* » aux normes du système est tellement importante qu'il serait tout à fait impensable aujourd'hui d'en recenser le nombre sur le plan mondial.

Un autre sujet sur lequel je ne peux que donner raison à André sur *le fond*, mais où je crois devoir en nuancer le *détail*, renvoie au fait que le passé, le vécu personnel, laisse *des plis* plus ou moins profonds dans la pensée, et que cela peut « *l'encombrer* » et la faire tourner en rond dans la répétition. C'est vrai, et cette remarque d'André, qui évoque en moi les paroles d'une magnifique chanson de Léo Ferré: « Monsieur mon passé laissez-moi passer... », explique sans nul doute certaines de mes ritournelles mentales provenant de mon histoire militante. Cela dit, cette histoire est plutôt faite d'une suc-

cession d'expériences très diverses situées *en dehors* des organisations formelles. Ce n'est donc pas le vécu dans la FA, ni dans la CNT espagnole qui est responsable de ces éventuelles rigidités, car je n'en ai fait partie que quelque trois ans respectivement, pas plus que la CGT d'Espagne que je n'ai rejointe que sur le tard. Cela dit, comme j'ai toujours été « *oppositionnel* » dans ces organisations, c'est-à-dire « *critique* », c'est peut-être ce penchant invétéré pour la critique qui a tracé des ornières d'où ma manière de penser ne parvient pas à sortir.

Et puis encore une dernière question : il est vrai, comme le signale André, que je n'ai pas réfléchi sur les raisons de l'abandon de la lutte armée par des organisations tout à fait étrangères à l'anarchisme, telles que l'ETA, les FARC ou l'IRA. Ceci dit, il me semble que c'est *l'expérience des groupes armés anarchistes*, ou proches de l'anarchisme, pendant les dernières décennies qui aurait mérité une analyse en profondeur, et il est vrai que je l'ai éludée, sauf dans le cas précis de nos expériences au cours de la lutte antifranquiste des années soixante dont rend compte le livre écrit avec Salvador Gurucharri*.

Pour en venir maintenant à la question de fond, c'est-à-dire à *la non-violence*, je dois reconnaître que je n'ai pratiquement rien écrit sur ce sujet et que cela, en plus d'être regrettable, est sans doute *significatif*. Cependant, il n'est pas tout à fait exact de dire que je souscris à *la violence insurrectionnelle*. Il est vrai que ma position n'a pas toujours été aussi tranchée qu'elle l'est maintenant et que j'ai pu justifier cette violence comme un moment parfois inévitable, mais *la re-signification* du concept de révolution, que j'analyse favorablement notamment dans *Anarchisme en Mouvement*, expulse le moment insurrectionnel *hors de l'agenda révolutionnaire*.

« *Faire la révolution* » ne veut plus dire aujourd'hui la même chose que dans l'ancien imaginaire révolutionnaire, et pas seulement parce que le prolétariat a disparu en tant que « *sujet révolutionnaire* ». L'on peut donc *continuer à être révolutionnaire*, comme je persiste à le revendiquer, sans postuler la nécessité de l'insurrection. Si, comme je l'écrivais lorsque j'avais 20 ans, je pense toujours que l'un des buts des anarchistes est de « faire voler en éclats la réalité tangible de l'autorité... », ce n'est plus à un grand soulèvement fondateur que je songe, mais à un *continuel démantèlement de la domination*, par plaques ou par fragments aussi bien dans le tissu social que dans l'imaginaire des populations.

Ma position sur la non-violence n'est donc pas conditionnée par la question de la violence insurrectionnelle, car je tiens pour assuré que celle-ci ne peut *jamais* aboutir à des transformations de type libertaire. Et je ne suis pas sûr d'être prisonnier de *l'image d'une non-violence passive*, car je sais bien que l'ample arsenal des pratiques de lutte non violentes englobe des formes d'interventions *éminemment actives*. Si, d'un point de vue anarchiste le principe de non-violence me semble tout à fait *incontournable en tant que principe*, c'est sur son exercice dans la pratique que je m'interroge, car il entre alors *en relation* avec d'autres principes, d'autres valeurs et d'autres considérations politiques qui en l'insérant dans un contexte particulier *le relativisent nécessairement*.

Il me semble clair qu'*envisager, ou justifier* le recours à la violence dans une stratégie politique invalide radicalement l'éventuelle prétention libertaire de cette stratégie. L'usage de la violence ne peut répondre qu'à des situations extrêmes, telles que *la légitime défense, individuelle ou collective* face à une agression menaçant la survie, et loin de pouvoir être justifiée elle ne peut donner lieu qu'au *regret d'avoir dû l'exercer*. Ceci dit la violence ne me semble pas devoir être ramenée à la production de dommages, ni définie en fonction des moyens mis en œuvre. Si les dommages physiques infligés aux personnes (ou plus généralement aux êtres vivants non dangereusement nocifs) sont toujours à exclure, par contre des dommages causés à des objets matériels échappent au domaine axiologique de la violence / non-violence même s'ils sont provoqués par des instruments associés à la violence. Selon moi, même l'usage d'un bâton de dynamite contre un dispositif jugé nuisible n'est pas un acte violent si la certitude de n'atteindre personne est totale, ce qui, j'en conviens, est une condition *sine qua non* bien difficile à satisfaire dans la pratique. L'action directe pour bloquer un convoi de déchets nucléaires n'est pas violente, même si, toutes précautions prises, l'on fait sauter des rails ou qu'on les dévisse, pas plus que le cassage de la vitrine d'une banque n'est un acte violent si cela n'entraîne pas des violences policières sur des manifestants étrangers à cette action. Les considérations qui doivent être prises en compte pour juger ces actions sont d'un autre ordre que celles ayant trait au principe de non-violence. Quant aux « *armes de l'ennemi* », c'est-à-dire à la question *des moyens et des finalités*, j'ai changé ma perspective, et cela ne pourra, je crois, que reconforter André. Ce n'est pas, comme le disait

Agustín García Calvo, que « l'ennemi étant inscrit dans la forme même de ses armes », nous devenions comme lui dès que nous les empoignons, c'est qu'il n'est même pas nécessaire d'empoigner, par exemple, les armes de la violence pour devenir comme lui. Il suffit que nous envisagions la violence comme représentant *un moyen pour atteindre nos buts* pour que nous soyons déjà devenus comme lui. En effet, cela signifie qu'il y a quelque chose dans nos finalités qui permet de percevoir la violence comme constituant un moyen susceptible de nous aider à les atteindre. John Dewey, l'illustre penseur pragmatiste des débuts du XX^e siècle, soutenait que les fins et les moyens n'existent pas *indépendamment les uns des autres*, mais qu'ils sont *inscrits les uns dans les autres*. En effet, sauf à nous cantonner dans la sphère de la pure imagination, nous établissons nos finalités en fonction des moyens disponibles qui permettraient de les atteindre, *ceux-ci contribuent donc à construire nos finalités*, et, réciproquement, ce sont les finalités que nous poursuivons qui établissent certains moyens comme étant adéquats pour les atteindre. Dans une boucle qui se referme sur elle-même, ce n'est donc pas seulement que *les moyens ne doivent pas contredire nos finalités* (comme le disait si brillamment Landauer, par exemple, lorsqu'il anticipait l'actuel concept « d'actions préfiguratives ») c'est que *nos finalités ne doivent pas, elles non plus, instituer certaines entités comme étant des moyens à notre disposition pour les atteindre*.

L'incompatibilité entre Révolution et Violence s'entend donc à double sens, et cela signifie que si, en tant qu'anarchistes, nous avons une conception de la révolution qui soit à même d'envisager le recours à la violence comme un moyen, c'est alors notre concept de la révolution qui est tout à fait inadéquat et qu'il nous faut changer. Ce n'est pas seulement que le recours à la violence invaliderait les potentialités libertaires de la révolution, c'est, tout bonnement, qu'une révolution qui considérerait l'usage de la violence comme un moyen pour triompher ne saurait jamais héberger ces potentialités. Voilà, mettre un point final à ces commentaires ne signifie pas du tout avoir rendu justice à toutes les réflexions d'André, ni même l'avoir fait de manière satisfaisante pour quelques-unes d'entre elles, ce point final n'interrompt que le plaisir de converser avec lui, même si ce n'est pas de vive voix.

Tomás Ibáñez, Barcelone, août 2018.

*Une résurgence anarchiste : Les Jeunesses Libertaires dans la lutte contre le franquisme, Acratie, 2012.